

La science environnementale au service de la société

Rowena Soriaga

Numéro 822, automne 2023

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/102764ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Soriaga, R. (2023). La science environnementale au service de la société. *Relations*, (822), 65–65.

LA SCIENCE ENVIRONNEMENTALE AU SERVICE DE LA SOCIÉTÉ



Rowena Soriaga

L'auteure fait partie de l'équipe de Environmental Science for Social Change, un institut de recherche et de formation jésuite établi aux Philippines

D'aucuns considèrent la déforestation, la dégradation des bassins versants et la perte de la biodiversité comme de simples préoccupations environnementales, alors qu'il s'agit, en fait, de problèmes redoutables qui requièrent que nous changions nos manières de vivre, de nous comporter et d'entretenir des relations avec les autres humains et non-humains. En tant qu'institut de recherche et de formation jésuite, Environmental Science for Social Change (ESSC) aborde ces problèmes depuis sa création afin de mieux en comprendre les causes interreliées qui constituent des vecteurs d'injustice dans le monde, et ainsi, de discerner des pistes d'action possible.

À l'origine de l'ESSC se trouve un groupe de jeunes Philippins réunis par le jésuite Pedro Walpole quelques années après la révolution de février 1986 (*People Power Revolution*). Ce groupe pluridisciplinaire de volontaires a mis à profit ses connaissances en sciences naturelles et sociales pour étudier les liens entre les questions environnementales et les préoccupations sociales. Leurs premiers travaux ont porté sur les effets des activités de dragage sur la rivière Wawa-Marikina (1990), sur les facteurs déclencheurs des crues soudaines qui ont tué plus de 4000 personnes à Ormoc en 1992, ainsi que sur l'exploitation forestière ayant entraîné des déplacements humains le long de la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie (1990, 1993).

Dans ces années-là, la plupart des décideurs pensaient que la croissance économique et la mondialisation étaient les meilleurs moyens d'assurer la prospérité de tous. Rares étaient celles et ceux qui remettaient en question la propriété de l'État sur les forêts et les autres ressources naturelles. Les gouvernements considéraient alors les habitant·es des forêts comme des *squatters* qu'il fallait réinstaller ailleurs en leur faisant abandonner leur mode de vie soi-disant « arriéré ». Bien des défenseur·euses de l'environnement pensaient que les écosystèmes « vierges » devaient être inhabités et que les clôtures et les gardes forestiers étaient les meilleurs moyens de protéger la diversité biologique et les bassins hydrographiques. L'ESSC fait partie des organismes qui ont œuvré à changer ces conceptions des choses afin que les habitant·es des forêts aux Philippines — en majorité autochtones — soient respectés et traités pour ce qu'ils sont : les véritables protecteurs et protectrices des forêts où ils vivent.

Au cœur de la démarche de l'institut se trouve un travail de cartographie des défis environnementaux dans une région donnée. Celui-ci permet de visualiser les problèmes, d'analyser les relations entre eux et d'explorer les solutions possibles ; de remettre en question certaines normes en vigueur, et de mettre en place des espaces de dialogue, le tout à travers des méthodologies scientifiques en lien avec des processus sociaux. Il privilégie une approche d'accompagnement des actrices et acteurs locaux, en particulier des communautés marginalisées et des gouvernements infranationaux, dans le but de renforcer leur capacité à relever les défis socio-environnementaux qui leur posent problème.

Par exemple, l'ESSC a collaboré avec des groupes de travail nationaux et régionaux pour déterminer comment les peuples autochtones et d'autres communautés locales d'Asie pouvaient obtenir des droits d'accès et de gestion des forêts. Leurs efforts ont conduit à des investissements suisses équivalant à environ 20 millions de dollars canadiens sur dix ans (2010-2020). Ceux-ci ont servi à changer la façon dont les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est traitent les populations forestières. Depuis 2020, ces dernières ont ainsi obtenu des droits formels sur près de 14 millions d'hectares de forêts en Asie, soit deux fois plus qu'en 2010. Il reste cependant beaucoup à faire, compte tenu de l'aggravation de la crise climatique et de ses effets sur l'écosystème.

Comme le dit le pape François dans *Laudato Si'* (2015) : « Il n'y a pas deux crises distinctes, l'une environnementale et l'autre sociale, mais une seule et complexe crise socio-environnementale » (139 LS). Cette vision intégrée d'un monde complexe en tension anime notre travail depuis longtemps. Son exhortation *Querida Amazonia* (2020) nous fournit une base argumentative pour défendre l'idée que les solutions basées sur la nature se basent aussi sur la culture. Le synode sur la synodalité de 2021-2024 ouvre des espaces pour engager davantage d'acteurs confessionnels dans la promotion conjointe de la durabilité environnementale et de la justice sociale. C'est important, car les trois dernières décennies nous ont appris qu'il reste encore beaucoup à faire, que les progrès sont fragiles et que les jeunes sont essentiels pour parvenir au changement social qui s'impose. La combinaison de la science, de l'apprentissage partagé et de la solidarité peut contribuer à guérir notre monde meurtri, notre maison commune. ■

Traduit de l'anglais par Catherine Caron